



Réf: 81/17

La Représentation Permanente du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'OSCE à Vienne présente ses compliments à toutes les Missions et Délégations des Etats participants à l'OSCE ainsi qu'au Directeur du Centre de Prévention des Conflits et, se référant à la décision 7/04 du Forum pour la Coopération en matière de sécurité, a l'honneur de leur transmettre en annexe la réponse du Grand-Duché de Luxembourg au questionnaire sur les mines anti-personnel.

La Représentation Permanente du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'OSCE à Vienne saisit cette occasion pour renouveler à toutes les Missions et Délégations des Etats membres de l'OSCE ainsi qu'au Directeur du Centre de Prévention des Conflits de l'OSCE les assurances de sa très haute considération.



- Missions et Délégations des Etats participants à l'OSCE
- Directeur du Centre de Prévention des Conflits de l'OSCE

**Vienne**

## **Partie I**

***1. et 2. Votre pays est-il Partie au Protocole II modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs de 1996 annexé à la Convention sur certaines armes classiques de 1980 ?***

Oui. La loi transposant en droit national le Protocole II modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs de 1996, annexé à la Convention sur certaines armes classiques de 1980, a été publiée au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg en date du 6 mai 1999.

Le dernier rapport annuel du Luxembourg, présenté conformément à l'article 13 du Protocole modifié, est joint en annexe.

## **Partie II**

***7. et 8.a) Votre pays a-t-il ratifié la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction de 1997 ou y a-t-il adhéré ?***

Oui. Le Luxembourg a ratifié la Convention sur l'Interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction le 14 juin 1999 et est devenu un Etat Partie le 1<sup>er</sup> décembre 1999.

Le dernier rapport du Luxembourg, présenté conformément à l'article 7 de la Convention, est joint en annexe.

***8.b) /***

***8.c) Votre pays a-t-il adopté une législation pour répondre aux objectifs humanitaires de la Convention ou pris des mesures particulières en ce qui concerne l'emploi, la production, le stockage, le transfert et la destruction des mines antipersonnel? Si un moratoire a été instauré, quelles en sont la portée et la durée et quand a-t-il été instauré?***

Non.

***9. Votre pays a-t-il mis en place des mesures particulières pour apporter une assistance aux victimes?***

Le Luxembourg soutient différents projets gérés par des organisations internationales dont le Luxembourg est membre, ainsi que des projets mis en œuvre dans des pays tiers par des organisations non-gouvernementales luxembourgeoises et internationales (*cf. Landmine & Cluster munitions Monitor ci-dessous*).

***10. Votre pays a-t-il besoin d'une assistance pour le déminage, la destruction des stocks, la sensibilisation aux mines et/ou l'assistance aux victimes? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.***

Non.

***11. Votre pays a-t-il les moyens d'aider d'autres pays dans le domaine de l'action anti-mines? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.***

Le Luxembourg soutient des activités de déminage et d'appui aux victimes de mines antipersonnel ainsi que des activités de sensibilisation et de réadaptation, en soutenant financièrement aux des projets gérés par des organisations internationales dont le Luxembourg est membre, ainsi que des projets mis en œuvre dans des pays tiers par des organisations non-gouvernementales luxembourgeoises et internationales (*cf. Landmine & Cluster munitions Monitor ci-dessous*).

L'armée luxembourgeoise n'emploie pas de mines, pièges et autres engins interdits par le protocole.

En l'absence de champs de mines sur le territoire luxembourgeois, le Luxembourg mène une politique de soutien aux activités de déminage et aux programmes de sensibilisation et de réadaptation dans des Etats autrement plus concernés.

Dans le cadre de missions militaires internationales sous mandat onusien, l'Armée luxembourgeoise mène des activités de déminage.

1. L'Armée luxembourgeoise participe à la mission de l'OTAN « **Resolute Support** » en Afghanistan au sein d'un contingent belge depuis juin 2015. Des équipes EOD luxembourgeoises sont intégrées au sein des détachements belges.

*Réponse du Luxembourg au questionnaire du **Landmine & Cluster munitions Monitor 2017** sur les restes explosifs de guerre en annexe (année 2017, portant sur les chiffres de l'an 2016).*

### **QUESTIONNAIRE OSCE SUR LES RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE**

***1. Votre pays a-t-il approuvé le Protocole V du CCW relatif aux restes explosifs de guerre (ERW) dès son entrée en vigueur? Est-ce que votre pays envisage de le faire?***

Le Luxembourg a approuvé le Protocole V du CCW en date du 8 mai 2005.

***2. Si oui, à quelle étape se trouve le processus?***

Des démarches supplémentaires n'ont pas été entreprises.

***3. Votre pays serait-il intéressé à recevoir une assistance pour compenser, voire minimiser les risques et les effets des restes explosifs de guerre? Si oui expliquez.***

Non.

***4. Votre pays a-t-il les moyens d'aider d'autres pays dans le domaine des ERW?***

Oui, des projets sont financés tant au niveau bilatéral que multilatéral (cf. **Landmine & Cluster munitions Monitor** ci-dessous).

**CONVENTION ON THE PROHIBITION OF THE USE, STOCKPILING, PRODUCTION AND  
TRANSFER OF  
ANTI-PERSONNEL MINES AND ON THEIR DESTRUCTION**

**Reporting Formats for Article 7**

**STATE [Party/Signatory]: Luxembourg**

**Date of Submission: 16 May 2017**

**CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI, DU STOCKAGE, DE LA  
PRODUCTION ET DU TRANSFERT DES MINES ANTIPERSONNEL ET SUR LEUR  
DESTRUCTION**

**Formules pour les rapports à présenter en application de l'article 7**  
*L'État partie est libre d'augmenter les tableaux des formules*  
[À l'avenir, pour les mises à jour annuelles, citer l'article 7, paragraphes 2 et 3]

**NOM DE L'ÉTAT [PARTIE] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**

**DATE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT : le 16 mai 2017**

### **Formule A Mesures d'application nationales**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

a) Les mesures d'application nationales visées à l'article 9."

*Nota bene* : Conformément à l'article 9, "chaque État partie prend toutes les mesures législatives, réglementaires et autres, qui sont appropriées, y compris l'imposition de sanctions pénales, pour prévenir et réprimer toute activité interdite à un État partie en vertu de la présente Convention, qui serait menée par des personnes, ou sur un territoire, sous sa juridiction ou son contrôle".

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du: 01/01/2016 au 31/12/2016

Mesures	Renseignements Supplémentaires (par exemple, date effective de mise en œuvre et texte législatif joint)
Loi du 29 avril 1999 portant approbation de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti-personnel et sur leur destruction, signée à Ottawa, le 4 décembre 1997. (Texte légal en annexe)	Ratifiée le 6 mai 1999

### **Formule B Stocks de mines antipersonnel**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

b) Le total des stocks de mines antipersonnel dont il est propriétaire ou détenteur ou qui se trouvent sous sa juridiction ou son contrôle, incluant une ventilation par type, quantité et, si cela est possible, par numéro de lot pour chaque type de mines antipersonnel stockées."

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

Type	Quantité	Numéro de lot (si possible)	Renseignements supplémentaires
p.m.	0	0	/

### **Formule C Localisation des zones minées**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

c) Dans la mesure du possible, la localisation de toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée, incluant le maximum de précisions possible sur le type et la quantité de chaque type de mines antipersonnel dans chacune des zones minées et la date de leur mise en place."

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

1. Zones où la présence de mines est avérée

Localisation	Type	Quantité	Date de mise en place	Renseignements supplémentaires
--------------	------	----------	-----------------------	--------------------------------

p.m.	/	/	/	/
------	---	---	---	---

2. Zones où la présence de mines est soupçonnée

Localisation	Type	Quantité	Date de mise en place	Renseignements supplémentaires
p.m.	/	/	/	/

**Formule D Mines antipersonnel conservées ou transférées**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

d) Les types et quantités et, si possible, les numéros de lot de toutes les mines antipersonnel conservées ou transférées pour la mise au point de techniques de détection des mines, de déminage ou de destruction des mines et pour la formation à ces techniques, ou bien celles transférées dans un but de destruction, de même que les institutions autorisées par un État partie à conserver ou à transférer des mines antipersonnel conformément à l'article 3."

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

1. Mines conservées pour la mise au point de techniques et pour la formation (art. 3, par. 1)

Institution autorisée par l'État partie	Type	Quantité	Numéro de lot (si possible)	Renseignements supplémentaires
p.m.	/	/	/	/

2. Mines transférées pour la mise au point de techniques et pour la formation (art. 3, par. 1)

Institution autorisée par l'État partie	Type	Quantité	Numéro de lot (si possible)	Renseignements supplémentaires
p.m.	/	/	/	/
<b>TOTAL</b>	/	/	/	/

3. Mines transférées aux fins de destruction (art. 3, par. 2)

Institution autorisée par l'État partie	Type	Quantité	Numéro de lot (si possible)	Renseignements supplémentaires
p.m.	/	/	/	/
<b>TOTAL</b>	/	/	/	/

**Formule E État des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production des mines antipersonnel**

Art. 7, par.1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

e) L'état des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production des mines antipersonnel."

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

<b>Indiquer s'il s'agit d'un programme de "reconversion" ou de "mise hors service"</b>	<b>État (indiquer si le programme est "en cours" ou "achevé")</b>	<b>Renseignements supplémentaires</b>
p.m.	/	/

### **Formule F État des programmes de destruction des mines antipersonnel**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

f) L'état des programmes de destruction des mines antipersonnel visés aux articles 4 et 5, y compris des précisions sur les méthodes qui seront utilisées pour la destruction, la localisation de tous les lieux de destruction et les normes à observer en matière de sécurité et de protection de l'environnement."

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

1. État des programmes de destruction des stocks de mines antipersonnel (art. 4)

<b>Description de l'état des programmes, y compris la localisation des lieux de destruction</b>	<b>Précisions sur :</b>
	<b>Les méthodes</b>
p.m.	<b>Les normes à observer en matière de sécurité</b>
	<b>Les normes à observer en matière de protection de l'environnement</b>

2. État des programmes de destruction des mines antipersonnel dans les zones minées (art. 5)

<b>Description de l'état des programmes, y compris la localisation des lieux de destruction</b>	<b>Précisions sur :</b>
	<b>Les méthodes</b>
p.m.	<b>Les normes à observer en matière de sécurité</b>
	<b>Les normes à observer en matière de protection de l'environnement</b>

### **Formule G Mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la Convention**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

g) Les types et quantités de toutes les mines antipersonnel détruites après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet État partie, y compris une ventilation de la quantité de chaque type de mines antipersonnel détruites, conformément aux articles 4 et 5, respectivement, de même que, si possible, les numéros de lot de chaque type de mines antipersonnel dans le cas d'une destruction conformément à l'article 4."

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

1. Destruction des stocks de mines antipersonnel (art. 4)

Type	Quantité	Numéro de lot (si possible)	Renseignements supplémentaires
p.m.	/	/	/
<b>TOTAL</b>	/	/	/

2. Destruction des mines antipersonnel dans les zones minées (art. 5)

Type	Quantité	Renseignements supplémentaires
p.m.	/	/
<b>TOTAL</b>	/	/

**Formule H Caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites et de celles dont l'État partie est propriétaire ou détenteur**

Art. 7, par. 1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

h) Les caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites, dans la mesure où elles sont connues, ainsi que de celles dont l'État partie est actuellement propriétaire ou détenteur, y compris, dans une mesure raisonnable, le genre de renseignements qui peuvent faciliter l'identification et l'enlèvement des mines antipersonnel; au minimum, ces renseignements incluront les dimensions, le type d'allumeur, le contenu en explosif et en métal, des photographies couleur et tout autre renseignement qui peut faciliter le déminage."

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

1. Caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel produites

Type	Dimensions	Type d'allumeur	Contenu en explosif		Contenu en métal	Photographie couleur jointe	Renseignements supplémentaires susceptibles de faciliter le déminage
			Type	Grammes			
p.m.	/	/	/	/	/	/	/

2. Caractéristiques techniques de chaque type de mines antipersonnel dont l'État partie est actuellement propriétaire ou détenteur

Type	Dimensions	Type d'allumeur	Contenu en explosif		Contenu en métal	Photographie couleur jointe	Renseignements supplémentaires susceptibles de faciliter le déminage
			Type	Grammes			
p.m.	/	/	/	/	/	/	/

**Formule I Mesures prises pour alerter la population**

Art. 7, par.1 "Chaque État partie présente au Secrétaire général ... un rapport sur :

i) Les mesures prises pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective la population au sujet de toutes les zones identifiées conformément au paragraphe 2 de l'article 5."

*Nota bene* : Aux termes de l'article 5, paragraphe 2, "chaque État partie s'efforce d'identifier toutes les zones sous sa juridiction ou son contrôle où la présence de mines antipersonnel est avérée ou soupçonnée et s'assure, dès que possible, que toutes les zones minées sous sa juridiction ou son contrôle où se trouvent des mines antipersonnel sont marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens afin d'empêcher effectivement les civils d'y pénétrer, jusqu'à ce que toutes les mines antipersonnel contenues dans ces zones minées aient été détruites. Ce marquage sera conforme, au minimum, aux normes prescrites par le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination".

État [partie] : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Renseignements pour la période allant du 01/01/2016 au 31/12/2016

p.m.

## PROTOCOLE II MODIFIÉ

### PROTOCOLE SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DES MINES, PIEGES ET AUTRES DISPOSITIFS, TEL QU'IL A ETE MODIFIE LE 3 MAI 1996, ANNEXE A LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ETRE CONSIDEREES COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION

(Protocole II modifié le 3 mai 1996)

---

#### FORMULES

pour les rapports à présenter en application de  
l'article 13, paragraphe 4, et de l'article 11, paragraphe 2

NOM DE LA HAUTE PARTIE

CONTRACTANTE: LUXEMBOURG

DATE DE PRESENTATION

DU RAPPORT: 16 mai 2017

AUTORITÉ(S) NATIONALE

À CONTACTER: Ministère des Affaires étrangères &  
européennes

Direction des Affaires politiques

Unité - Politique de sécurité

Désarmement, Non-Prolifération

Frank BRAUN

(+352) 2478 2441

Frank.Braun@mae.etat.lu

(Organisation, numéro(s) de téléphone, télécopie,  
adresse électronique):

## PROTOCOLE II MODIFIÉ

Ces informations peuvent être communiquées aux autres parties intéressées et aux organisations pertinentes :

OUI

NON

Partiellement, uniquement celles qui figurent sur les formules cochées ci-après:

A

B

C

D

E

F

G

## PROTOCOLE II MODIFIÉ

### Formule A Diffusion d'informations:

---

Article 13,  
paragraphe 4,  
alinéa (a)

« Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire [...] des rapports annuels sur [...]:

(a) La diffusion d'informations sur le présent Protocole à leurs forces armées et à la population civile; »

#### Observations:

Haute Partie Contractante: Luxembourg

Renseignements pour la  
période allant du:

01/01/2016  
jj/mm/aaaa

au : 31/12/2016  
jj/mm/aaaa

#### **Informations diffusées aux forces armées:**

**La loi transposant le protocole susmentionné en droit interne luxembourgeois a été publiée au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg en date du 6 mai 1999, ce qui assure une information adéquate des administrations et organisations intéressées, notamment de l'armée luxembourgeoise.**

#### **Informations diffusées à la population civile:**

**Dans un contexte plus large, le Luxembourg soutient l'ONG "Handicap International Luxembourg" qui organise régulièrement des activités de sensibilisation au sujet des mines anti-personnel au Luxembourg.**

## PROTOCOLE II MODIFIÉ

### **Formule B**                      **Déminage et programmes de réadaptation**

---

Article 13,  
paragraphe 4,  
alinéa (b)

« Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire [...] des rapports annuels sur [...]:

(b) Le déminage et les programmes de réadaptation; »

*Observations:* Veuillez également prendre en considération l'annexe.

Haute Partie Contractante: Luxembourg

Renseignements pour la

période allant du: 01/01/2016

au : 31/12/2016

jj/mm/aaaa

jj/mm/aaaa

#### **Programmes de déminage:**

/

#### **Programmes de réadaptation:**

**cf. Landmine & Cluste munitions Monitor (annex)**



## PROTOCOLE II MODIFIÉ

### Formule D

### Textes législatifs

Article 13,  
paragraphe 4,  
alinéa (d)

« Les Hautes Parties contractantes présentent au Dépositaire [...] des rapports annuels sur [...]»

(d) Les textes législatifs ayant un rapport avec le Protocole; »

#### *Observations:*

Haute Partie Contractante: Luxembourg

Renseignements pour la

période allant du: 01/01/2016

au : 31/12/2016

jj/mm/aaaa

jj/mm/aaaa

#### **Textes législatifs:**

**Le Luxembourg a ratifié la Convention sur l'Interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction le 14 juin 1999 et est devenu un Etat Partie le 1er décembre 1999.**

**La ratification du Protocole II modifié a été faite par le biais d'une loi du 29 avril 1999, publiée au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg le 6 mai 1999.**

**La Loi du 29 avril 1999 portant approbation de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de leur production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, signée à Ottawa le 4 décembre 1997, interdit en outre à toute personne physique ou morale:**

**- l'emploi des mines terrestres antipersonnel;**

**- de mettre au point, de fabriquer ou d'acquérir de quelque autre manière, de stocker ou de conserver, ou de transférer à quiconque, directement ou indirectement, des mines terrestres antipersonnel;**

**- d'aider, d'encourager ou d'inciter, de quelque manière, quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un Etat partie en vertu de la Convention et de la présente loi.**

**Les infractions aux dispositions énoncées ci-dessus sont passibles d'une peine de huit jours à cinq ans de prison et d'une amende de mille deux cent cinquante Euro à cent vingt-cinq mille Euro.**

**Le règlement grand-ducal du 31 octobre 1995 règle l'importation, l'exportation et le transit**

## PROTOCOLE II MODIFIÉ

**d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Une annexe du règlement énumère les produits dont l'importation, l'exportation et le transfert sont interdits. Le règlement ministériel du 7 avril 1997 a modifié la liste en question pour y ajouter les mines terrestres.**

**La loi du 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo le 3 décembre 2008 vient compléter le cadre légal.**





## PROTOCOLE II MODIFIÉ

### Formule G Renseignements sur le déminage à fournir pour la base de données de l'ONU

---

Article 11,  
paragraphe 2

« Chaque Haute Partie contractante s'engage à fournir à la base de données sur le déminage établie dans le cadre du système des Nations Unies des renseignements sur le déminage concernant notamment différents moyens et techniques, ainsi que des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de centres nationaux qui puissent être contactés. »

*Observations:*

Haute Partie Contractante: Luxembourg

Renseignements pour la  
période allant du: 01/01/2016 au : 31/12/2016  
jj/mm/aaaa jj/mm/aaaa

**Moyens et techniques de déminage:**

--

**Listes d'experts et d'organismes spécialisés:**

--

**Centres nationaux à contacter au sujet du déminage:**

--

LANDMINE & CLUSTER MUNITION  
**MONITOR**

**Questionnaire on International Funding in 2016**

COUNTRY: Luxembourg	DATE COMPLETED: 13 <sup>th</sup> MARCH 2017
ORGANIZATION: Ministry of Foreign & European Affairs	CONTACT PERSON: Frank Braun
POSITION/TITLE: Desk Disarmament	EMAIL: Frank.Braun@mae.etat.lu

For the 2017 edition of the *Landmine and Cluster Munition Monitor* we are collecting information on funding during calendar year 2016. We are interested in the amount of money that was delivered through contract awards, grants and bi-lateral contributions to mine action operators, international agencies and national mine action centers. It is understood that not all categories may apply to you.

**1. Please complete table on page two**

The Sector can be: advocacy, clearance, risk education, stockpile destruction or victim assistance. If possible, please disaggregate by sector integrated mine action projects that include both victim assistance and clearance operations.

A Recipient can be a country, institution or organization that received funding including ICRC, an NGO, a commercial company, the International Trust Fund, GICHD, Implementation Support Unit (ISU), OSCE, OAS, UNDP, UNICEF and the UNMAS Voluntary Trust Fund. Please be specific as possible.

The Amount should be reported in the local currency. The Monitor will convert it to US Dollars for reporting purposes.

In the Donor Government Agency/Department column, please indicate which **donor** government agency, ministry, department, etc. is responsible for allocating/contributing the funds listed.

**LANDMINE & CLUSTER MUNITION  
MONITOR**  
Contributions by recipient and sector in 2016

Sector	Is this project only for cluster munitions? Yes or No	Recipient Country	Recipient Organization/Institution	Name of project	Amount in donor currency	Donor Government Agency/Department
Advocacy, clearance and risk education	Yes	Laos	UNDP / UXO Lao	Lao National Unexploded Ordnance (UXO) Program	150'000€	MoFA Luxembourg-Directorate of Cooperation and Humanitarian action.
Victim Assistance	No	Syria	Handicap International Luxembourg	Assistance to people with injuries and/or disabilities and to displaced groups at risk affected by the Syrian Conflict	215'700€	MoFA Luxembourg-Directorate of Cooperation and Humanitarian action.
Risk Reduction	No	Gaza Strip	Handicap International Luxembourg	Reduction of risks related to explosive remnants of war (ERW)	100'000€	MoFA Luxembourg-Directorate of Cooperation and Humanitarian action.
Mapping and clearance	No	Iraq	Handicap International Luxembourg	Marking and mapping hazardous land in explosives-contaminated retaken areas	50'448€	MoFA Luxembourg-Directorate of Cooperation and Humanitarian action.
Awareness raising and risk education	No	Luxembourg	Handicap International Luxembourg	The scourge of armed violence against civilians in times of conflict and post-conflict: its causes, consequences, and how to stop it	131'000€	MoFA Luxembourg-Directorate of Cooperation and Humanitarian action.
Awareness Raising	No	Luxembourg	Handicap International	Report: Qasef - Escape the bombing	35'700€	MoFA Luxembourg-Directorate of Cooperation and Humanitarian action.
Annual contribution	/	/	UNMAS	/	500'000€	Ministry of Foreign Affairs, Department of Defence
				<b>Total</b>	<b>1'182'848€</b>	

LANDMINE & CLUSTER MUNITION  
**MONITOR**

**6. Other comments:**

/

Please return the completed questionnaire by **15 March**. Thank you.

Marion Loddo  
Support for Mine Action Researcher  
Landmine and Cluster Munition Monitor  
[www.the-monitor.org](http://www.the-monitor.org)  
[marion@icblcmc.org](mailto:marion@icblcmc.org)

